Document généré le 20 sept. 2024 03:59

Anthropologie et Sociétés

Colette GENDRON et Micheline BEAUREGARD (sous la direction de) : Les femmes et la santé, Gaëtan Morin éditeur, Chicoutimi, 1985, 129 p.

Andrée Gagnon

Volume 9, numéro 2, 1985

Pouvoir local et crise économique

URI : https://id.erudit.org/iderudit/006272ar
DOI : https://doi.org/10.7202/006272ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Département d'anthropologie de l'Université Laval

ISSN

0702-8997 (imprimé)
1703-7921 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

Gagnon, A. (1985). Compte rendu de [Colette GENDRON et Micheline BEAUREGARD (sous la direction de) : Les femmes et la santé, Gaëtan Morin éditeur, Chicoutimi, 1985, 129 p.] *Anthropologie et Sociétés*, *9*(2), 203–204. https://doi.org/10.7202/006272ar

Tous droits réservés © Anthropologie et Sociétés, Université Laval, 1985

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

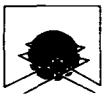
https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

COMPTES RENDUS



Colette GENDRON et Micheline BEAUREGARD (sous la direction de) : *Les femmes et la santé*, Gaëtan Morin éditeur, Chicoutimi, 1985, 129 p.

D'abord conçu comme outil pédagogique, ce recueil de textes rassemble des conférences présentées dans le cadre d'un cours intitulé « Les femmes et la santé » à l'École des sciences infirmières de l'Université Laval et vise à démontrer « la diversité et la complexité du vécu des femmes face à leur santé » (p. XI).

La santé des femmes y est successivement insérée dans le contexte contemporain du mouvement de santé des femmes au Québec (Colette Gendron) et dans celui de l'Université Laval (Francine Roy). On y aborde également les questions de l'influence de l'évolution sociale des femmes sur leur santé mentale (Colette Gendron), du bénévolat comme service essentiellement féminin (Danielle Blondeau et Colette Gendron), de l'avortement en milieu hospitalier (Raymonde Vézina), de l'alliance mère-fille (Micheline Carrier), du pouvoir des femmes — des infirmières notamment — dans le domaine de la santé (Huguette Dagenais), etc...

Deux textes, celui de Maria De Koninck sur le double travail et la santé des femmes, et celui de Nicole Coquatrix sur l'épisiotomie, marquent, à mon avis, par leur approche sociologique et anthropologique, un temps fort de ce volume. Je ferai état ici, de façon succincte, de l'article de Nicole Coquatrix qui caractérise un des aspects des problèmes auxquels les femmes sont confrontées, en tant que consommatrices de soins de santé, dans notre système médical.

Dans cet article intitulé « Les femmes et la reproduction : éléments d'interprétation de nos prétendues faiblesses », Nicole Coquatrix traite de l'épisiotomie, « cette chirurgie obstétricale posée de routine sur presque toutes les accouchées au Québec » (p. 54) (c'est d'ailleurs l'objet de sa thèse de maîtrise déposée au département d'anthropologie de l'Université Laval et intitulée *Essai d'anthropologie de l'obstétrique au Québec : le cas de l'épisiotomie*). Constatant que le taux moyen des épisiotomies effectuées lors des accouchements dans les centres hospitaliers du Québec est de 82,5% alors que seulement 10 à 15% de ces épisiotomies sont justifiées d'un point de vue médical, l'auteure s'interroge sur les raisons de la fréquence si élevée d'une telle opération qui, lorsqu'elle n'est pas justifiée médicalement, « détériore » « l'état physique de la patiente » (p. 62) et s'apparente étrangement aux « mutilations sexuelles infligées aux femmes de pays que l'on juge « barbares » (p. 54). Si la généralisation de l'épisiotomie ne s'explique pas par des facteurs médicaux — son utilité thérapeutique n'étant pas établie dans la majorité des cas —, elle s'explique, en premier lieu, conclut-elle, par la façon dont les médecins se représentent les femmes dans notre contexte socio-culturel. De cette représentation marquée par une « peur, une méfiance vis-à-vis du corps féminin en général et du système reproducteur en particulier » se dégage, entre autres, une « aversion » « pour la mollesse du corps féminin » (p. 65) ainsi perçu. L'épisiotomie de routine serait censée « éviter la distension et le ramollissement subséquent du périnée » (*ibid.*), ce qu'aucune étude sérieuse ne prouve cependant. Viennent, en second lieu, des facteurs économiques : le mode de rémunération à l'acte et la routine hospitalière agissent alors comme des « incitations à la généralisation de l'épisiotomie » (p. 59). Enfin, si ces coupures inutiles sont tolérées par les femmes, c'est que la majorité d'entre elles « partagent les mêmes croyances que « leurs » médecins » (p. 65). Pour cette raison, l'auteure exhorte les femmes à poser quotidiennement des gestes d'autonomie en matière de santé de façon à tisser ou à renforcer au Québec « un vaste réseau réfractaire aux inerties médicales en place » (p. 81).

D'où le double intérêt de cet ouvrage : d'une part, sensibiliser les professionnelles de la santé à cette problématique, de manière à ce qu'elles se reconnaissent une « communauté d'intérêts avec les autres femmes » et que leurs connaissances médicales profitent à « l'ensemble des femmes qui doivent se débattre dans un système qu'elles ignorent et qui ignore leurs besoins et leurs aspirations » (p. 116), comme le souligne fort justement Huguette Dagenais; et d'autre part, offrir une contre-information à l'ensemble des femmes et des hommes intéressé-e-s par ces questions.

Andrée Gagnon
Département d'anthropologie
Université Laval

Joseph PESTIEAU : *Guerres et paix sans État. Anarchie et ordre coutumier*, coll. Positions philosophiques, L'Hexagone, Montréal, 1984, 116 pages, cartes, biblio.

Il s'agit d'un essai situé à la frontière de la philosophie et de l'anthropologie politique. En six chapitres clairement écrits, l'auteur présente quelques sociétés sans État (Nuer, Yanomami, Kaingang et Kalinga) et leurs diverses formules pour régler ou justifier leurs conflits internes et externes. Comment les sociétés entretiennent-elles leur cohésion ?

D'emblée l'auteur compare, non pas tellement ces sociétés entre elles mais elles par rapport aux sociétés à État. Nous nous trouvons rapidement limités pour l'essentiel de l'argument par les termes suivants : les sociétés trouvent leur unité et leur identité en s'opposant entre elles, l'ordre interne est assuré par des coutumes partagées et/ou par la force de la loi de l'État (p. 11). L'auteur est conscient des limites de son essai (p. 15) et attire l'attention sur les risques du seul recours à la force de la loi pour assurer la cohésion des sociétés à État. La disparition de l'ordre coutumier est le danger visé par cet essai lucide et serein.

Le livre comprend six chapitres, une introduction et une conclusion. Chap. 1 : société politique avec ou sans État; chap. 2 : antagonismes et regroupements politiques; chap. 3 : faillites de la cohésion sociale; chap. 4 : commerce et diplomatie; chap. 5 : l'arbitrage chez les Kalinga; chap. 6 : peuples sans État et sans histoire.

On pourrait discuter plusieurs descriptions ethnographiques de l'auteur dans la mesure où il en tire une leçon pour son propos. Je n'évoquerai que le cas des Nuer et des Dinka : « ...ce n'est que par rapport aux Dinka que les Nuer se conçoivent eux-mêmes comme un seul peuple », affirme l'auteur (p. 36). La présentation que fait Evans-Pritchard des Nuer dans les années 1930 est admise par l'auteur qui y voit, trop rapidement à mon avis, l'occasion d'interpréter ainsi l'opposition nuer-dinka. Que devient cette affirmation si l'on ajoute la lecture de l'excellent article de D.H. Johnson dans *The Journal of African History* (1982) ? Johnson illustre le cas de l'expansion des Nuer vers l'ouest au 19e siècle, la conquête du territoire dinka, l'assimilation individuelle des Dinka et l'éclosion au tournant du 20e siècle d'une communauté nouvelle dinka-nuer. Il décrit ensuite les efforts de l'administration anglo-égyptienne du Soudan pour séparer les deux peuples en unités politiques distinctes. On peut donc se demander si l'opposition structurelle nuer-dinka défendue par Evans-Pritchard reste compréhensible sans faire appel à la période de 70 ans qui précède le passage de l'anthropologue anglais.